



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 13/08/2024

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 15/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Fonderie ROGER

51 RUE DE LA POTERNE
BP 12
77620 EGREVILLE

Références : E/2024-1885
Code AIOT : 0006507191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2024 dans l'établissement Fonderie ROGER implanté 51, Rue de la Poterne 77620 EGREVILLE. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été planifiée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Fonderie ROGER
- 51, Rue de la Poterne 77620 EGREVILLE
- Code AIOT : 0006507191
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société des Etablissements ROGER s'est installée en 1958, sur la commune d'EGREVILLE, à l'Est de la ville. La superficie du site s'élève à 3 835 m².

Elle exploite une fonderie sous pression de pièces de plomb (10-20 % des pièces fabriquées) et de

zamak (mélange de zinc (95%), aluminium, cuivre) (80-90 % des pièces fabriquées) et réalise également des activités annexes telles que du dégraissage de métaux, du travail mécanique des métaux... Elle dispose d'un atelier destiné à la fabrication de petites pièces en zamak et en plomb antimonieux. Le site dispose de 9 presses pour le zamak, 1 presse pour le plomb et 3 fours à fusion pour le plomb (dont 2 électriques).

Les pièces fabriquées sont principalement de faible encombrement, quelques grammes (masses d'équilibrage, médailles,) et pourraient atteindre au maximum un poids de 800 g. Pour réaliser ces pièces, la Société fond des lingots de 20 kg de plomb à une température de 320°C ou de 7 kg de zamak à une température de 420°C dans les creusets de machines à chambres chaudes (5 pour le zamak et 2 pour le plomb).

Le métal en fusion est ensuite injecté dans un moule. Pour faciliter le démoulage des pièces et pour les refroidir, de l'huile de poteyage est projeté dans le moule à la fin de chaque cycle.

Pour refroidir les pièces, la température des moules est ramenée à environ 30°C pour les pièces au plomb et 120°C pour les pièces en zamak grâce à un circuit fermé de refroidissement alimenté par une cuve de 1000 L d'eau.

Les pièces démoulées tombent ensuite dans des bacs ou sur des tapis roulants, puis sont parfois ébavurées manuellement dans des tonneaux rotatifs ou dans une machine de tribofinition.

Les pièces peuvent ensuite transiter par une succession de bains de 350 L chacun de :

- produit lessiviel chauffé à 80 °C,
- eau pour rincer les pièces,
- produit permettant de chasser l'eau.

Les pièces sont ensuite polies puis parfois peintes. Une fois ces étapes terminées, les pièces sont conditionnées dans des bacs, dans des cartons, ou dans des films plastiques.

Une fois le cycle de moulage des pièces terminé, chaque moule est dégraissé par ultrason, puis rincé et asséché. Pour la réparation des moules, la Société utilise quelques machines de travail mécanique des métaux (fraiseuses, tours, rectifieuse, affûteuse, tourets, perceuses, ...).

La consommation annuelle de plomb et de zamak est respectivement de 20 et 150 t/an.

L'usine est en fonctionnement du lundi au jeudi, voire parfois le vendredi, de 7h à 17h. 11 salariés travaillent sur le site.

Le site est implanté à l'Est de la ville, à proximité immédiate de plusieurs habitations, quelques entreprises (silos) et d'une coopérative agricole.

Tout le site se trouve dans le périmètre de servitude des silos d'EGREVILLE, zone d'effets indirects dus à la surpression (bris de vitre). La partie Nord-Ouest est située dans la zone des effets létaux. Le site est situé dans le périmètre éloigné du captage en eau de la commune de NANTEAU-SUR-LUNAIN.

Les risques principaux sont les rejets atmosphériques, les rejets aqueux et les pollutions de sols.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué être impacté par la crise dans le bâtiment, avec pour conséquence une baisse d'activité (-5% en 2023, -10% estimés en 2024). 2 salariés partis à la retraite n'ont pas été remplacés.

Le site dispose d'une cuve de GPL (Gaz de Pétrole Liquéfié) à l'extérieur du bâtiment. Celle-ci appartient à la Société VITOGAZ, qui doit en effectuer l'entretien. Plusieurs vignettes, correspondants à des contrôles ont été observées sur la cuve. Un suivi est réalisé par la Société VITOGAZ. Toutefois, il est à noter que la Société FONDERIE ROGER doit veiller à entretenir l'environnement de la cuve, notamment en enlevant la poussière et en réduisant la végétation aux alentours. Le porter à connaissance de 2022 mentionne un arrêt de la consommation en propane pour la fusion du plomb. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la cuve est utilisée pour le chalumeau.

Plusieurs bouteilles de gaz ont été observées non-attachées et pourraient ainsi servir de projectile en cas de fuite de gaz ; celles-ci doivent être accrochées au mur.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Description des installations	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Autosurveillance de la qualité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
4	Fréquence de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Conformité aux dossiers et modifications	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Etiquetage – données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.I.7.2	Demande d'action corrective	2 mois
10	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.V.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
14	Utilisation de la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs Limites d'Emissions (VLE) pour la qualité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 3	Sans objet
6	Qualité des effluents rejetés, conditions générales	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.I.6.2	Sans objet
7	Stockages, rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.I.7	Sans objet
9	Registre entrée/sortie	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.I.7.3	Sans objet
11	Captage et épuration des rejets à	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'atmosphère		
12	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.3	Sans objet
13	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la dernière visite d'inspection, des mesures ont été prises pour se conformer à la réglementation, telles que la réalisation de mesures des rejets atmosphériques, et des eaux pluviales en amont de la mare.

De plus, une aspiration des rejets atmosphériques au droit des fours de zamak a été mise en place sur le site, conformément à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau de l'article 1.2.1 « Liste des installations classées de l'établissement » de l'arrêté du 17 mars 2004 susvisé est remplacé par le tableau suivant :</p> <p>Rubrique n° 2550-1 : régime : A, fonderie (fabrication de produits moulés) de plomb et alliages contenant du plomb (au moins 3%) : [...] capacité de production maximale actuelle : 300 kg/j</p> <p>Rubrique n° 2552-2 : régime : DC, fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux : capacité de production : 400 kg/jour [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour un fichier permettant de connaître les productions journalières. Les consommations en plomb et zamak sont estimées via le suivi des commandes.</p> <p>Il a indiqué qu'en 2023, 130 t de zamak (zinc, aluminium, cuivre) et 20 t de plomb ont été transformés, correspondant respectivement à environ 700 kg/j de zamak pour 46 semaines de travail de 4 jours, et 450 kg/j de plomb pour 1 semaine de travail de 4 jours par mois (donc 11 semaines/an).</p> <p>Via le porter à connaissance transmis le 3 mai 2022, il est indiqué que la capacité maximale en production de zamak peut s'élever, au vu des machines présentes sur le site, à 1 400 kg/j pour une production moyenne de 840 kg/j sur le site, sans modification du régime de classement pour cette rubrique, pour une moyenne annuelle de 150 t/an. La consommation en plomb s'élève au maximum à 340 kg/j, sans modification du régime de classement pour cette rubrique, pour une moyenne annuelle de 20 t/an.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'en 2024, les quantités consommées seront inférieures à celles de 2023 (estimées à environ 110 t pour le zamak et moins de 20 t pour le plomb).</p>

Il a expliqué que la machine à injection de plomb va être arrêtée très prochainement, avant les congés d'été.

L'exploitant doit suivre la quantité exacte réelle journalière pour le zamak et le plomb.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Valeurs Limites d'Emissions (VLE) pour la qualité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les gaz rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes : [...]

Combustion du métal (four)

Paramètres à contrôler	VLE
débit	1 500 Nm ³ /h
Vitesse minimale d'éjection des gaz	5 m/s
CO	20 mg/Nm ³
NOX	20 mg/Nm ³
poussières	30 mg/Nm ³
plomb	0,5 mg/Nm ³
aluminium	0,5 mg/Nm ³
zinc	0,5 mg/Nm ³
cuivre	0,5 mg/Nm ³
Métaux totaux	5 mg/Nm ³

Creuset pour fusion du métal (fonctionnant au propane)

Paramètres à contrôler	VLE
débit	400 Nm ³ /h
Vitesse minimale d'éjection des gaz	5 m/s
O ₂	3 %
CO	60 mg/Nm ³
SO ₂	20 mg/Nm ³
NOX	200 mg/Nm ³
poussières	30 mg/Nm ³
plomb	1 mg/Nm ³

Constats :

Rappel réglementaire
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance de la qualité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une autosurveillance mensuelle de la qualité des rejets atmosphériques de son site. Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <p>Combustion du métal (four) : débit, CO, NOX.</p> <p>Creuset pour fusion du métal : débit, O2, CO, SO2, NOX.</p> <p>Les résultats d'analyses devront être consignés dans un registre, tenu à la disposition du Préfet de Seine-et-Marne et de l'Inspection des Installations Classées, pendant une durée de 5 ans.</p> <p>Les Valeurs Limites d'Emission (VLE) à respecter sont celles figurant à l'article 3 du présent arrêté.</p> <p>Si les résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Il informe dans les meilleurs délais le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne plus réaliser d'autosurveillance pour les rejets atmosphériques. Il a expliqué avoir remplacé le creuset fonctionnant au gaz par un creuset fonctionnant à l'électricité, et cette prescription n'est donc plus d'actualité. Toutefois, aucune demande de modification de cette prescription n'a été demandée par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Fréquence de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets identifiés à l'article 3 du présent arrêté sont contrôlés tous les 3 ans par un organisme habilité. Les résultats sont tenus à disposition à l'Inspection des Installations Classées, pendant une durée de 5 ans.</p> <p>Les campagnes de mesures sont effectuées à la demande et aux frais de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des rejets atmosphériques, par un organisme extérieur, au droit du brûleur et</p>

de l'aspiration du creuset (les paramètres suivants ont notamment été recherchés : NO_x, CO, CO₂, O₂, poussières, SO₂, plomb, mais pas certains métaux) date de septembre 2021. Par courrier du 3 mai 2022, l'exploitant a indiqué qu'il y a eu une confusion lors de la commande concernant les métaux. De plus, les lingots de plomb étant quasi-purs, les paramètres zinc, aluminium et cuivre ne peuvent pas être retrouvés au droit des aspirations de la fusion du plomb.

Par courriel du 17 juin 2024, l'exploitant a contacté le bureau d'études BUREAU VERITAS pour la surveillance du rejet des eaux pluviales et a indiqué être en attente de leur réponse. Il a précisé qu'il va les relancer en demandant d'inclure la surveillance des rejets atmosphériques.

Cependant, il considère que certaines mesures ne sont plus nécessaires au vu du remplacement du four fonctionnant au gaz propane par un four électrique. **Toutefois, aucune demande de modification de l'arrêté préfectoral de 2018 n'a été formulée dans le porter à connaissance de 2022.**

Le rapport pour les mesures des rejets atmosphériques doit être transmis à l'Inspection des Installations Classées avant la fin de l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Conformité aux dossiers et modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation du site

Prescription contrôlée :

[...] Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Un porter à connaissance a été transmis le 3 mai 2022. Celui-ci concerne l'augmentation de production pour la fonderie de zamak, et des travaux de modernisation.

Il est à noter que les parcelles indiquées pour le site ne correspondent pas à celles figurant sur le site www.cadastre.gouv.fr (section G n°s 1825, 1828 et 1831, et non 904, 905 et 1686) ; les surfaces réelles des parcelles seraient inférieures à celles mentionnées. De plus, les Plans d'Occupation des Sols (POS) ont disparu et ont été remplacés par des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

Le dossier fait mention :

- du remplacement de presses pour l'activité zamak, et du four fonctionnant au gaz par un électrique (permettant de réduire certains rejets),
- de l'augmentation de la production de plomb de 220 kg/j (arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2004) à 340 kg/j, sans modification du régime de classement pour cette rubrique, pour une moyenne annuelle de 20 t/an ; il est indiqué que l'augmentation provient du choix de l'exploitant d'optimiser l'énergie et l'efficacité des machines en utilisant celles-ci uniquement 1 à 2 semaines/mois (la consommation serait de 90 kg/j pour 220 jours de production), sans modification de la quantité de rejets atmosphériques,
- de l'augmentation de la production de zamak de 400 kg/j (arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2004) à 1 400 kg/j (capacité maximale au vu des machines présentes sur le site), pour une production moyenne de 840 kg/j sur le site, sans

modification du régime de classement pour cette rubrique, pour une moyenne annuelle de 150 t/an ; il est indiqué que l'augmentation provient du choix de l'exploitant d'optimiser la consommation énergétique en utilisant celles-ci uniquement 4 jours/semaine (la consommation serait de 680 kg/j pour 220 jours de production), avec une hausse modérée de la quantité des rejets atmosphériques.

Le site dispose de plusieurs types de rejets atmosphériques :

- combustion du plomb : 1 point rejet atmosphérique pour l'atelier de plomb,
- combustion du zamak : les rejets sont principalement réalisés dans l'atelier, puis vers l'extérieur via la ventilation. Lors de la visite d'inspection de juillet 2024, des captations ont été observées sur plusieurs presses,
- vapeurs de poteyage : 2 points de rejets atmosphériques du local garage,
- vapeurs de dégraissage : 1 point de rejet atmosphérique sur le côté du bâtiment : 1 fois/mois, les moules transitent un bain de dégraissage, un bain de rinçage et un bain d'assèchement, dont les vapeurs sont évacuées (via le déclenchement d'une ventilation) vers l'extérieur du bâtiment.

Concernant les zones ATEX (ATmosphères EXplosives), il est rappelé qu'un panneau au droit des zones concernées doit prévenir des risques et des précautions à prendre.

Au vu des transformations annoncées et réalisées sur le site, le porter à connaissance doit être complété pour inclure :

- les demandes de modification des prescriptions applicables des arrêtés préfectoraux des 17 mars 2004 et 23 mai 2018,
- le détail des travaux réalisés au droit des aspirations des installations de fusion du zamak,
- les mesures des rejets atmosphériques des installations de fusion du zamak, et ainsi justifier de l'absence d'augmentation significative des rejets atmosphériques comme annoncé,
- le cerfa n°14734*04 relatif à une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale prévu par l'article R.122-3 du Code de l'Environnement,
- le formulaire d'appréciation du caractère substantiel d'une modification apportée à une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et de pré-identification de la procédure à suivre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Qualité des effluents rejetés, conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.1.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

[...] pH : compris entre 5,5 et 8,5,

couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/L

MES < 100 mg/L

DCO < 300 mg/L

DBO5 < 100 mg/L

Pb < 0,5 mg/L

Al < 5 mg/L

Zn < 2 mg/L

<p>hydrocarbures totaux : 10 mg/L métaux totaux : 15 mg/L [...]</p> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle du rejet des eaux pluviales par un organisme extérieur date de 2021.</p> <p>Par courriel du 17 juin 2024, l'exploitant a contacté le bureau d'études BUREAU VERITAS pour la surveillance du rejet des eaux pluviales et être en attente de leur réponse. Il a indiqué qu'il va les relancer.</p> <p>Le rapport associé devra être transmis à l'Inspection des Installations Classées avant la fin de l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stockages, rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.I.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...]</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Elle est munie d'un déclencheur alarme en point bas.</p> <p>[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté de fût hors rétention.</p> <p>Des étiquetages ont été observés sur les récipients.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Etiquetage – données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.I.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant dispose de Fiches de Données de Sécurité (FDS). L'exploitant a indiqué lire la FDS principalement lors de l'arrivée d'une nouvelle substance sur le site, principalement le point éclair. L'exploitant dispose d'extincteurs à poudre, conformément à ce qui est préconisé par les FDS. Des étiquetages ont été observés sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.I.7.3
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant a indiqué réaliser un état des stocks 1 fois/an. Il a toutefois précisé que la quantité des produits chimiques est plutôt stable sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 3.V.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue [...]

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défektivité relevée dans les délais les plus brefs.
[...]

Constats :

Une vérification des installations électriques a été réalisée en septembre 2023. 18 observations ont été formulées, dont 10 déjà signalées.

L'exploitant doit se positionner quant à la mise en conformité de ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Captage et épuratiun des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuratiun des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).

Constats :

Des aspirations ont été observées ou sont disponibles au droit des machines d'injection de zamak et de plomb. A minima une aspiration est absente au niveau de la zone de rajout de métal, mais une capote amovible permet de limiter les émanations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 4 octobre 2021, il avait été demandé une mesure des rejets atmosphériques de la fonderie de zamak en recherchant les paramètres poussières et métaux

(aluminium, zinc, cuivre, totaux). Une caractérisation de ces rejets était prévue fin 2022. Sauf erreur, les résultats n'ont pas été transmis.

Le rapport pour les mesures des rejets atmosphériques réalisées en 2024 doit être transmis à l'Inspection des Installations Classées avant la fin de l'année 2024 ; concernant le zamak, les paramètres suivants doivent être recherchés : poussières et métaux (aluminium, zinc, cuivre, plomb, totaux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

<ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'exploitant utilise Track Dechets pour l'évacuation de ces déchets. Le registre n'était pas à jour lors de la visite d'inspection : les déchets évacués en juin 2024, et les écumes évacués depuis début 2022 ou 2023 n'étaient pas renseignées. Celui-ci a été complété et transmis par courriel du 24 juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Utilisation de la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de Donnée de Sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : L'exploitant a indiqué lire principalement la FDS lorsqu'un nouveau produit arrive sur le site, notamment pour connaître le point éclair. Les mentions de danger ont été reprises dans le listing de l'état des stockages du site. Il a précisé disposer d'extincteurs à poudre sur le site, au vu de la recommandation d'une FDS de ne pas utiliser de jet d'eau en cas d'incendie. 2 FDS ont été demandées : <ul style="list-style-type: none"> Chem-Trend SL-60021 : la FDS a été révisée en août 2022 ; il ne s'agit pas d'une substance ou d'un mélange dangereux. En cas d'incendie, le jet d'eau n'est pas recommandé. Il est conseillé de ne pas manger ou boire dans la zone de travail. Houghto-Safe 620 E : la FDS a été révisée en novembre 2015 ; les mentions de danger sont renseignées. En cas d'incendie, il est possible d'avoir recours à un jet d'eau, de la mousse, du CO₂. Pour la manipulation de cette substance, des Equipements de Protection Individuelle (EPI) doivent être utilisés et il est conseillé de ne pas manger ou boire. CONDAFOND F009 4 : la FDS a été révisée le 19 octobre 2018. Il est indiqué que le produit doit être gardé sous clef ; l'exploitant doit se positionner à ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois